

Annexe 3

DÉCLARATION DU REQUÉRANT POUR QU'IL CONSERVE SA PART DU CT TRADITIONNEL DU DINDON

JE, [NOM DE LA PERSONNE], RÉSIDENT(E) DU COMTÉ OU DE LA MUNICIPALITÉ DE _____, DANS LA PROVINCE DE _____, DÉCLARE SOUS SERMENT CE QUI SUIT :

1. Je suis employé(e) par [nom du requérant] comme [titre du poste].
2. L'information contenue dans cette déclaration se rapporte à la demande présentée par [nom du requérant] en vue d'obtenir une part du CT traditionnel du dindon et des produits du dindon pour la période du 1^{er} janvier au 31 décembre 2007 (« la demande »).
3. [Nom du requérant] fait affaire et continuera de faire affaire en 2007 en tant que [nature de l'entreprise], tel que souligné dans l'Avis aux importateurs n^o 704 du 16 octobre 2006.
4. J'ai révisé les factures d'achat de [nom du requérant] couvrant la période du 1^{er} septembre 2005 au 31 août 2006. Elles couvraient en tout [quantité] kilogrammes en équivalent éviscéré de dindon et totalisaient [montant] dollars.
5. J'ai comparé le type de dindon décrit dans les factures d'achat mentionnées ci-dessus aux produits énumérés aux articles 105 à 113 de la *LMIC*, décrits en détail à l'annexe 7 de l'Avis, et j'ai constaté qu'il correspondait aux produits énumérés aux articles 105 à 113 de la *LMIC*.
6. J'ai comparé les montants totaux de chaque facture d'achat examinée aux chèques oblitérés (ou autres registres bancaires ou documents attestant un débours en espèces) et les ai trouvés en règle.
7. J'ai révisé les factures des ventes de [nom du requérant] couvrant la période du 1^{er} septembre 2005 au 31 août 2006. Elles visaient en tout [quantité] kilogrammes en équivalent éviscéré de dindon et totalisaient [montant] dollars.
8. J'ai comparé les montants totaux de chaque facture de vente examinée aux rentrées (ou autres documents financiers attestant qu'on a reçu le paiement intégral) et les ai trouvés en règle.
9. J'ai examiné et, au besoin, j'ai recalculé la conversion, en kilogrammes d'équivalent éviscéré, des achats et des ventes ultérieures de dindon figurant au grand livre des achats et des ventes de [nom du requérant] pour la période du 1^{er} septembre 2005 au 31 août 2006, énumérés dans la demande selon les formules énoncées au paragraphe 12.1 de l'Avis. Je confirme que les calculs étaient mathématiquement exacts.
10. Je confirme que tous les requérants liés et toutes les personnes liées, tels que définis à

l'annexe 8 de l'Avis, étaient décrits dans la demande.

11. Je confirme que les noms, adresses et pourcentages de participation de tous les actionnaires qui détiennent au moins 5 % des actions donnant droit de vote, tels qu'ils figurent dans le registre des actions de [nom du requérant], et les ai trouvés en règle.
12. J'accepte que toute information fournie par ma société ou par moi à la Direction générale des contrôles à l'exportation et à l'importation (DGCEI), à l'appui de la demande présentée par ma société en vue d'obtenir une part du contingent tarifaire (CT) de 2007, puisse être revue par un expert-comptable indépendant (ou par un expert-comptable désigné par la DGCEI) si l'exige la DGCEI, et que [nom du requérant] assume tous les honoraires afférents aux services d'expert-comptable.
13. Je comprends que l'information que je fournis dans la présente déclaration solennelle servira à évaluer la demande présentée par [nom du requérant] en vue d'obtenir une part du CT du dindon et des produits du dindon de 2007. Je sais que l'article 17 de la *Loi sur les licences d'exportation et d'importation (LLEI)* interdit à quiconque de fournir volontairement des renseignements faux ou trompeurs ou de faire en connaissance de cause une déclaration erronée sous le régime de la DGCEI. Enfin, je suis conscient(e) qu'en vertu de l'article 18 de la *LLEI*, nul ne doit, en connaissance de cause, engager, aider ou encourager quiconque à enfreindre une disposition de la *LLEI*.
14. Je confirme que tous les renseignements fournis dans la demande sont exacts et complets.

Assermenté devant moi dans la ville de _____,
province de _____,
ce _____ jour de _____ 2006.

Notaire, juge de la paix ou
commissaire à l'assermentation

Signature et nom imprimé ou dactylographié
du prestataire